



Le déroulé des 50 milliards : une austère saignée

L'Éditorial de Jean-Claude Mailly , jeudi 24 avril 2014

De manière quelque peu précipitée, le Premier ministre a annoncé le contenu du plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans. Il est vraisemblable que le refus de la Commission européenne de défendre le calendrier pour le retour aux 3% de déficit budgétaire y est pour beaucoup.

En quelque sorte, la Commission européenne –dont on connaît la logique libérale inhérente à la nature actuelle de la construction européenne– dit à la France : « Respectez ce que vous avez signé, à savoir notamment le pacte budgétaire européen. »

Le déroulé des 50 milliards constitue donc une austère saignée. Qu'on en juge :

► Pour l'État, 18 milliards d'euros d'économies avec notamment une prolongation pour trois ans du gel des salaires des fonctionnaires (ce qui ferait huit ans de suite !). La fonte des effectifs hormis dans les ministères jugés prioritaires (Éducation nationale, justice, police), fonte qui compromet l'exercice ou l'existence de missions de service public.

Des fusions, mutualisations ou remises en cause d'opérateurs publics pouvant conduire à une privatisation de certaines missions.

► Pour les collectivités territoriales : 11 milliards d'économies qui risquent de conduire, pour assurer les missions de leur ressort, à une augmentation des impôts locaux.

► Pour l'assurance-maladie : 10 milliards d'euros, soit plus de 3 milliards supplémentaires qui, bien entendu, ne se trouveront pas sous le sabot d'un cheval !

Enfin le gel (c'est-à-dire la perte de pouvoir d'achat) pour toutes les prestations sociales (retraites, allocations familiales, etc.) hors les minima sociaux.

Dans le même temps, et c'est lié, 30 milliards d'euros d'aides supplémentaires aux entreprises et 8 milliards de réduction fiscale, soit 38 milliards !

Rien sur la réforme fiscale d'ensemble, juste 500 millions pour les petits contribuables (1% de 50 milliards), soit une cerise sur le gâteau de l'austérité !

On est là dans l'accentuation de l'austérité économique et sociale qui pressure les moins favorisés au nom de « mieux vaut prendre aux pauvres, ils sont plus nombreux que les riches ».

Le pacte dit de responsabilité et de solidarité confirme bien sa nature : c'est un pacte d'austérité et le relevé de décisions de certaines organisations syndicales avec le patronat sert de caution.

Ce n'est pas avec de telles annonces que la croissance et la confiance referont surface. Au contraire, on risque la glissade dangereuse vers la déflation.

Nous réaffirmerons donc nettement nos analyses le 1er Mai et soutiendrons activement les fonctionnaires dans l'action le 15 mai.

La politique économique et sociale d'un pays comme la France ne peut être menée par un homme seul entouré de quelques conseillers, même s'ils ne sont pas tous des cireurs de pompes.

Le pouvoir éloigne du réel et la communication sert souvent à travestir les faits.

Mais, tout le monde le sait : les faits sont têtus !